



**Franciscans International**

A voice at the United Nations



**Franciscans International**

Rapport annuel 2018

## *Imprint*

Franciscans International: 37–39 rue de Vermont, P.O. Box 104, CH-1211 Genève 20, Suisse,  
T +41 22 779 40 10, F +41 22 779 40 12, [geneva@fiop.org](mailto:geneva@fiop.org)

Conception graphique:  **meinhardt** Verlag und Agentur, Magdeburgstraße 11, 65510 Idstein, Allemagne,  
T +49 61 26 9 53 63-0, F +49 61 26 9 53 63-11, [info@meinhardt.info](mailto:info@meinhardt.info)

Cover photo: © Brad Busenius. Une femme au Guatemala.

## *Franciscans International Rapport annuel 2018*

<b>Introduction</b>	
Lettre du Président	4
Lettre du Directeur exécutif	5
À propos de Franciscans International	6
Franciscans International en chiffres	7
<b>Un plaidoyer au niveau global</b>	9
<b>Programmes régionaux</b>	
Programme pour l’Afrique	13
Programme pour les Amériques	17
Programme pour l’Asie-Pacifique	21
<b>Finances</b>	
Rapport financier 2018	24
<b>Aidez-nous à protéger les droits de l’homme</b>	25
Remerciements aux donateurs	25
<b>L’équipe de Franciscans International</b>	26
<b>Conseil d’administration international</b>	26



## */ Lettre du Président /*

En tant que Président du Conseil d'administration international de Franciscans International, j'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel de l'exercice 2018. Le présent document donne un aperçu des principales activités de l'organisation. Il souligne comment, dans un contexte international où le respect de la dignité humaine et de notre maison commune est de plus en plus sous pression, la Famille franciscaine a pu agir de manière positive et tangible.

Conformément au Plan stratégique 2017–2020, Franciscans International a encore renforcé les synergies entre ses bureaux de Genève et de New York. Cette année, nous avons également recruté un nouveau Coordonnateur de programme pour les Amériques et un nouveau Chargé de communication. Je suis intimement convaincu que notre équipe jeune et dynamique est prête à relever tous les défis.

Le 10 décembre 2018, Journée internationale des Droits de l'homme, nous avons lancé une campagne pour célébrer notre présence aux Nations Unies : il y a trente ans, la Famille franciscaine a fait entendre sa voix à l'ONU. Tout au long de 2019, dans le cadre de notre programme de sensibilisation, nous partagerons nos réalisations de ces trois dernières décennies et attirerons l'attention sur les nombreux défis auxquels nos frères et sœurs sont toujours confrontés à ce jour dans toutes les régions du monde. J'ai hâte de vous accueillir à une série de célébrations où nous, Franciscans, serons en mesure de nous rencontrer, d'établir des relations et d'échanger des expériences avec nos partenaires et d'autres personnes de bonne volonté.

Au nom du Conseil d'administration international et de la Conférence de la Famille franciscaine, je tiens à exprimer ma gratitude à tous ceux qui continuent de soutenir notre œuvre. Je tiens en particulier à rendre hommage aux Ordres Franciscans, aux Congrégations et aux personnes qui ont fait des dons généreux, ainsi qu'aux organismes de financement et aux fondations qui rendent possible le travail de Franciscans International. Enfin, j'aimerais également remercier l'équipe et la Direction pour leur dévouement et leur engagement sans relâche.

Que Dieu continue de bénir notre ministère commun.

**Joseph Rozansky, OFM**

*Président du Conseil d'administration de Franciscans International*

## */ Lettre du Directeur exécutif /*



Tout au long de l'année 2018, nous avons assisté à un déclin continu du respect des valeurs représentées par Franciscans International, que cela se manifeste par l'intolérance envers les migrants et les réfugiés fuyant la violence et l'extrême pauvreté, ou par le mépris continu des questions touchant à l'environnement face à l'actuelle crise climatique. Aujourd'hui plus que jamais, il est urgent de plaider vigoureusement en faveur du respect de la dignité humaine et de la justice environnementale. Toutefois, nous agissons actuellement dans un contexte de plus en plus hostile à l'égard de la société civile et de la coopération internationale.

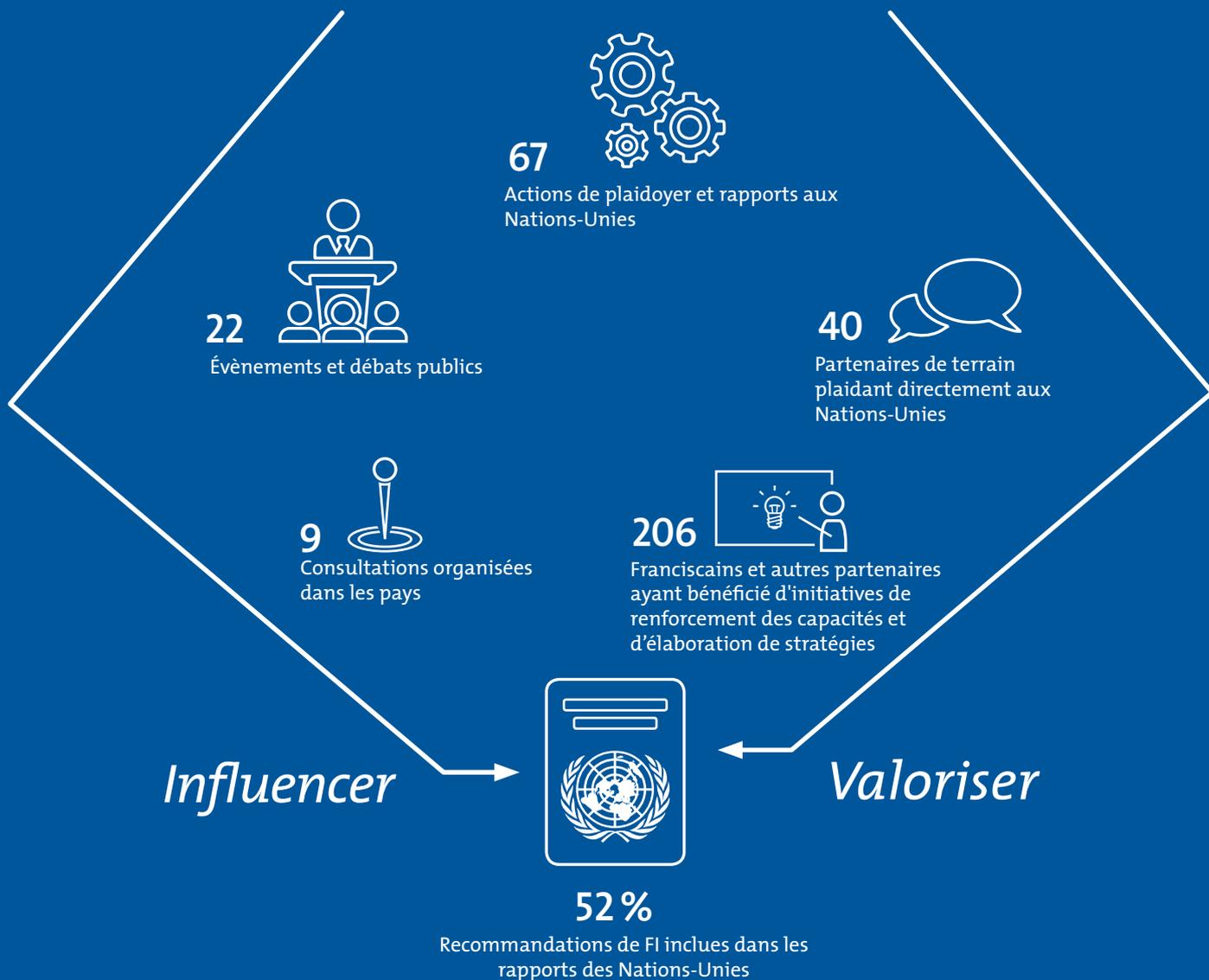
Franciscans International s'est joint à un important concert de voix qui ont condamné le retrait des États-Unis du Conseil des droits de l'homme, ce qui constitue un coup porté à l'engagement international en faveur des droits de l'homme et du multilatéralisme. Je trouve cependant encourageant que de nombreux États, y compris ceux du Sud, aient réaffirmé leur attachement au dialogue et à la coopération mutuelle.

En tant qu'organisation, nous avons continué à rassembler nos frères et sœurs à travers le monde. En 2018, nous avons organisé des ateliers et des forums qui ont offert aux Franciscains et à d'autres partenaires en Afrique, dans les Amériques et en Asie-Pacifique l'occasion de se rencontrer, d'établir des relations et de formuler des stratégies communes. En tant que voix franciscaine à l'ONU, nous avons pu accueillir quarante défenseurs à Genève et à New York. Grâce à notre équipe, nous avons pu dialoguer avec des diplomates, nos collègues partenaires de la société civile et des journalistes pour partager les défis auxquels leurs communautés sont confrontées et plaider en faveur de solutions efficaces.

Enfin, en tant que Directeur exécutif, et au nom de notre équipe, je tiens à exprimer ma gratitude à tous ceux qui ont rendu possibles nos travaux : les Ordres et Congrégations franciscains, le Conseil d'administration international, les organismes de financement, nos partenaires et tous ceux qui se sont exprimés avec nous à l'ONU. J'ai hâte de vous rencontrer à l'occasion de l'anniversaire de nos trente ans d'existence.

**Markus Heinze, OFM**  
*Directeur exécutif*

# Franciscans International en quelques chiffres



**3.807**



La portée des réseaux sociaux a augmenté de 9,2% pour atteindre 3 807 abonnés

**800**



800 membres de la Famille franciscaine ont été sensibilisés lors de 12 rencontres.



© Franciscans International  
Le Conseil d'administration international

## */ À propos de Franciscans International /*

Au cours des trois dernières décennies, Franciscans International a travaillé sans relâche pour attirer l'attention des décideurs politiques internationaux et nationaux sur les défis auxquels nos partenaires franciscains et laïcs sont confrontés en matière de droits de l'homme. Travaillant en collaboration avec la société civile dans plus de 30 pays répartis sur quatre continents, nous nous attaquons à certaines des questions les plus pressantes de notre époque en matière de droits de l'homme.

Au cœur de la mission de Franciscans International se trouve notre foi en la dignité de tous les peuples, qui se traduit par un engagement à protéger et à préserver les droits de l'homme et l'environnement. Nous utilisons le plaidoyer comme outil pour combattre et juguler les violations des droits de l'homme, ainsi que pour rétablir le rôle central des droits de l'homme dans la formulation et l'élaboration des politiques publiques nationales et internationales. Nous estimons que les droits de l'homme doivent être au cœur de tous les processus politiques, en particulier ceux qui sont liés au développement international, à l'environnement et à la sécurité.

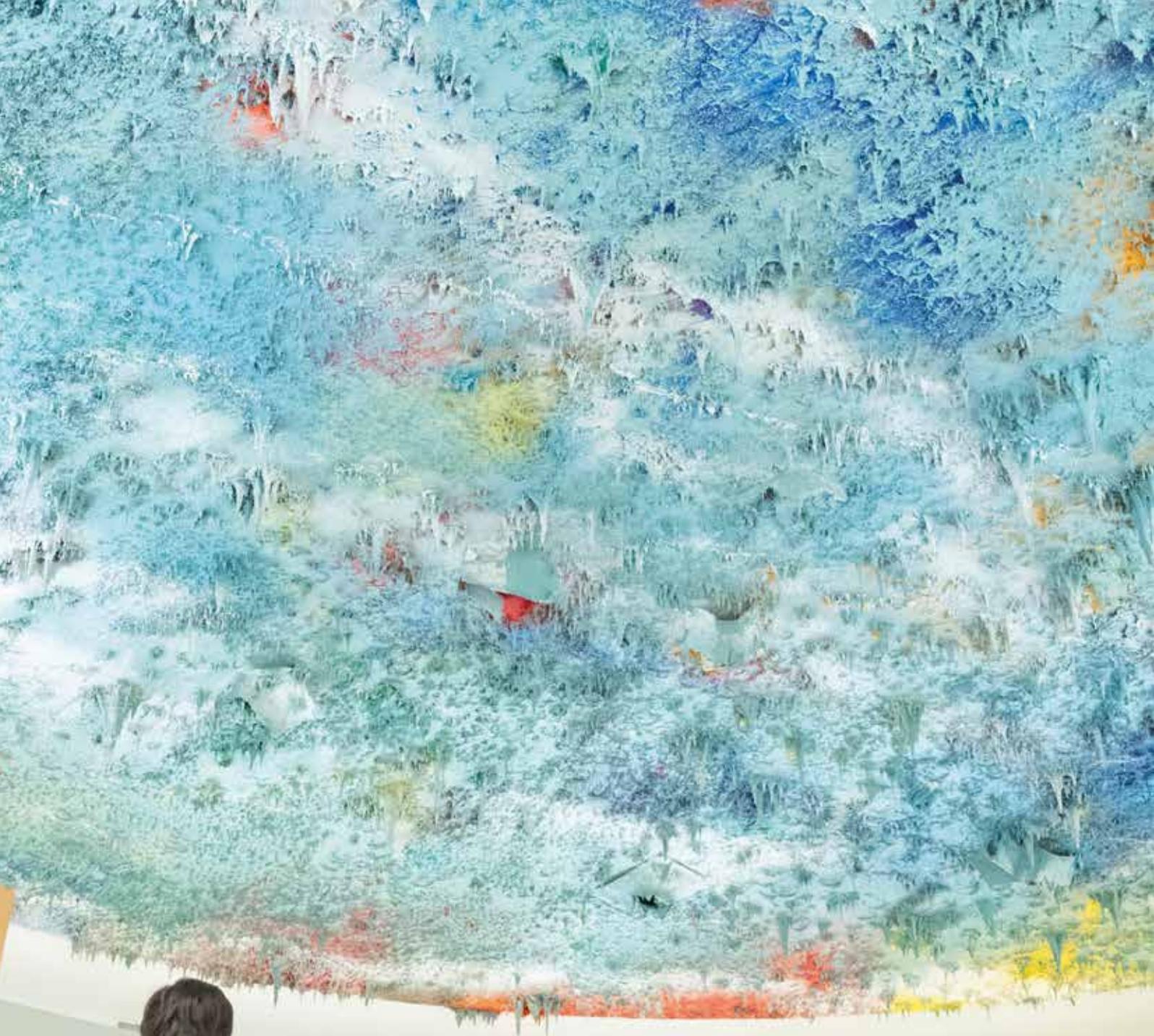
Avec des bureaux à Genève et à New York, Franciscans International joue un rôle important dans la dénonciation des violations des droits de l'homme et en donnant les moyens à ses partenaires de défendre ces droits. En menant des activités de défense des droits fondées sur des faits, en facilitant les dialogues, en renforçant les capacités et en donnant à nos partenaires l'occasion de dénoncer les violations des droits de l'homme qui se produisent dans leurs communautés directement aux Nations Unies, nous sommes en mesure de remplir notre mission de promotion de la justice sociale, environnementale et en faveur de la paix.

Franciscans International opère sous le parrainage de la Conférence de la Famille franciscaine (CFF), qui représente les différentes branches de la Famille franciscaine. Les Ministres généraux des Conventions (OFMConv), les Capucins (OFMCap), l'Ordre des Frères mineurs (OFM), du Troisième Ordre régulier (TOR), la Conférence franciscaine internationale des Sœurs et Frères du Troisième Ordre régulier (IFC-TOR) des Franciscains séculiers (OFS), ainsi qu'un Conseil d'administration international, travaillent avec l'équipe de Direction et le personnel dévoué de Franciscans International pour veiller à ce que l'organisation soutienne et maintienne l'engagement de la Famille franciscaine en faveur de la justice et de la paix dans le monde entier.

Franciscans International est un organisme à but non lucratif qui ne fonctionne que grâce aux contributions généreuses de donateurs publics, privés et franciscains.



© Photo/Jean-Marc Ferré  
Un paon dans le parc des Nations Unies à Genève



AN

TCHA

CONF

## Un plaidoyer au niveau global

Franciscans International estime que le développement durable, la préservation de l'environnement, ainsi que le respect et la promotion des droits de l'homme sont inextricablement liés – les normes internationales relatives aux droits de l'homme doivent donc être au cœur de tous les processus politiques. En 2018, notre plaidoyer au niveau global s'est concentré sur la nécessité d'une plus grande cohérence des politiques dans le respect des droits de l'homme, y compris en ce qui concerne les engagements des États aux Nations Unies à Genève et à New York.

### Entreprises et droits de l'homme

L'impact négatif de l'exploitation minière et d'autres projets d'extraction à grande échelle sur les droits de l'homme des communautés locales, leurs moyens de subsistance et leur environnement a été l'un des aspects clés au cœur de notre plaidoyer. En étroite coopération avec nos partenaires locaux et les réseaux internationaux de la société civile, nous avons joué un rôle de premier plan dans les efforts visant à améliorer la responsabilisation des entreprises à l'égard des violations des droits de l'homme.

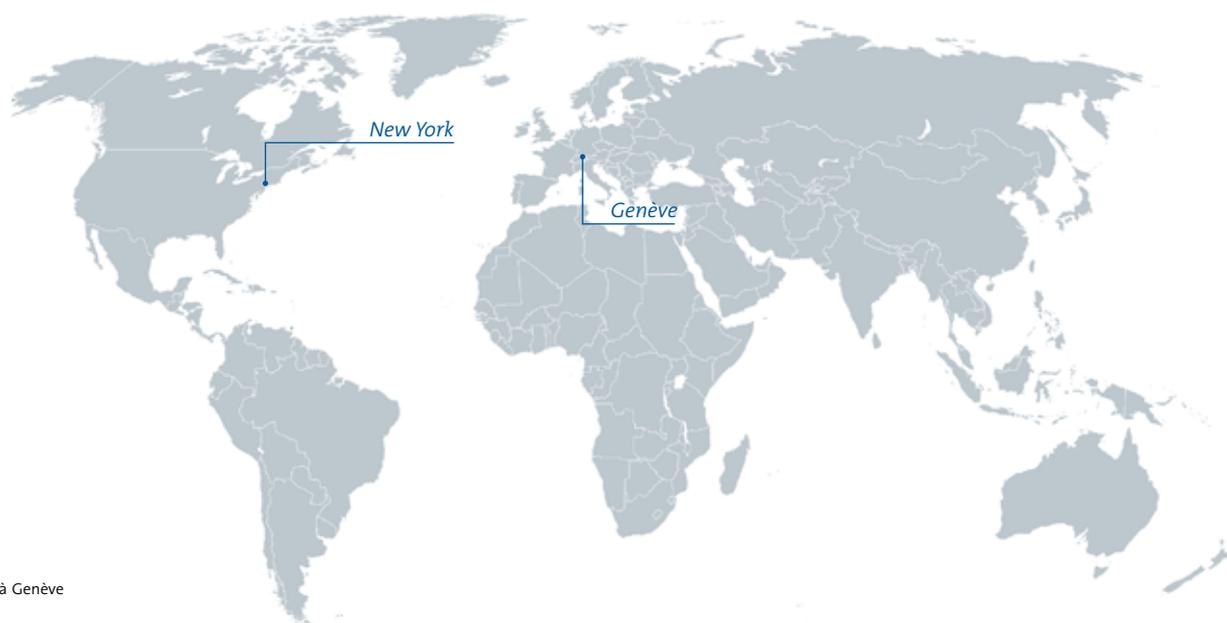
Un important pas en avant a été fait en 2014, lorsque le Conseil des droits de l'homme a créé un Groupe de travail intergouvernemental (GTIG) chargé d'élaborer un traité visant à traiter et à prévenir les incidences négatives sur les droits de l'homme des activités des sociétés transnationales. En octobre 2018, le GTIG s'est réuni à Genève pour sa quatrième session, au cours de laquelle les délégués ont examiné un « avant-projet » – le premier texte proposé visant à élaborer un futur traité. Franciscans International a invité trois intervenants de haut rang à manifester le soutien des responsables religieux à la mise en place de ce processus.

Tout au long de la session, Mgr André de Witte (Évêque de Ruy Barbosa, Brésil), Mgr Alvaro Ramazzini (Évêque de Huehuetenango, Guatemala) et le Révérend Ralf Häussler (Directeur du Centre d'éducation pour le développement de l'Église protestante du Wurtemberg) ont pu rencontrer des diplomates, des représentants de la société civile et des journalistes. Au cours d'un événement parallèle, ils ont expliqué les difficultés rencontrées par les victimes lorsqu'elles demandent réparation par le biais des mécanismes non contraignants existants en matière d'entreprises et de droits de l'homme, et les insuffisances de ces mécanismes dans la prévention des abus et des violations.



© Franciscans International  
Manifestation lors du Forum social thématique sur l'exploitation minière et l'économie extractive à Johannesburg, en Afrique du Sud.

## Bureaux de Franciscans International



Notre Directrice du plaidoyer international a compté parmi les experts des droits de l'homme invités à partager leurs idées sur la champ d'application et les définitions utilisées dans l'avant-projet. Mme Sandra Epal Ratjen a expliqué qu'il était nécessaire qu'un futur mécanisme réponde aux défis spécifiques posés par les entreprises opérant au-delà des frontières, sans pour autant diminuer les responsabilités de toute entreprise en matière de respect des droits de l'homme.

Franciscans International a également œuvré à la mise en place de cadres plus solides en dehors des Nations Unies. Après deux ans de travail en tant que membre du comité directeur, nous avons coprésidé le Forum social thématique sur l'exploitation minière et l'économie extractive à Johannesburg, en Afrique du Sud. Ont participé à ce forum des représentants des communautés touchées par l'exploitation minière, des syndicats, des mouvements de défense des droits des femmes, des groupes confessionnels dont les franciscains, des peuples autochtones, de petits exploitants agricoles, des organisations de jeunes et des universitaires venant de 60 pays. Sur la base des défis communs identifiés au cours des délibérations, les participants ont créé une plateforme commune et un réseau de solidarité au niveau international pour mieux coordonner les activités de mobilisation futures.

### *Développement et respect des droits de l'homme vont de pair*

Depuis l'adoption des Objectifs de Développement durable (ODD) en 2015, Franciscans International a cherché à renforcer les liens entre la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et les traités et instruments existants sur les droits de l'homme, les normes du travail et l'environnement. En particulier, au cours de l'année 2018, nous avons travaillé avec des partenaires nationaux au Salvador pour fournir une analyse du respect des droits de l'homme dans le cadre de la mise en œuvre de l'ODD 6 (Eau potable et assainissement) et de l'ODD 9 (Infrastructure résiliente). Axé sur les questions relatives à l'eau au Salvador, ce document a servi de base à la tenue d'événements parallèles organisés ultérieurement en marge du Forum politique de haut niveau sur le développement durable à New York et du Conseil des droits de l'homme à Genève, ainsi qu'à une formation intensive de la société civile dans le pays.

La justice environnementale a été un pilier de notre plaidoyer, et Franciscans International s'est révélé être une voix de premier plan sur cette question parmi les organisations confessionnelles. En 2018, Franciscans International a aidé à coordonner les activités de plusieurs réseaux de la société civile avant la 24<sup>e</sup> Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, communément appelée COP24, à Katowice, en Pologne. Au cours de la conférence, notre délégation a rencontré son sous-secrétaire pour discuter des contributions des organisations confessionnelles à la lutte contre les changements climatiques et pour proposer un « point focal » sur la question des droits de l'homme au Secrétariat de la CCNUCC. Nous avons de nouveau souligné l'interdépendance des droits de l'homme et de l'action climatique. Bien que la COP24 ait fait explicitement référence aux droits de l'homme – en particulier en ce qui concerne la participation, la prise en compte des spécificités de genre et les peuples autochtones – dans les lignes directrices de mise en œuvre de l'Accord de Paris, nous avons réaffirmé la nécessité et l'urgence de poser des actes bien plus forts pour faire face à la crise climatique actuelle.

### *Les phénomènes migratoires*

Les négociations en vue du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (GCM en anglais), qui se sont tenues à New York, ont constitué un axe clé de nos travaux au cours du premier semestre 2018. Le GCM est le premier accord



© UN Photo/Elma Okic  
Des journalistes prennent des photos du bureau de vote lors d'une session du Conseil des droits de l'homme



© Franciscans International  
Mgr de Witte prend la parole lors d'une manifestation  
parallèle aux Nations Unies

négocié au niveau intergouvernemental sur la gouvernance des migrations internationales. De la publication de l'avant-projet, en février 2018, à la fin des sessions officielles, en juillet 2018, les efforts de Franciscans International ont visé à promouvoir et protéger les droits de l'homme des migrants, quel que soit leur statut et le contexte dans lequel ils se trouvent.

Le travail de Franciscans International a comporté trois volets : nous avons suivi de près les progrès des négociations en assistant aux séances publiques ; nous avons fourni des analyses des différentes versions du Pacte et des positions des États membres et soumis des propositions à cet égard aux co-facilitateurs ; et nous avons mené des entretiens de plaidoyer avec les États membres clés participant aux négociations tout au long de cette période.

En mai 2018, Franciscans International a participé activement à une conférence organisée par le Saint-Siège et Caritas International intitulée « Partager le voyage des migrants et des réfugiés : Un point de vue interconfessionnel sur les Pactes internationaux ». Sœur Diana Muñoz Alba des Missionnaires franciscains de Marie (FMM), Directrice du refuge pour migrants Santa Martha au Mexique, a partagé son expérience en tant qu'avocate en charge des questions d'immigration au Mexique.

Alors que les négociations s'achevaient en juillet et que le GCM était adopté plus tard en décembre 2018, Franciscans International a été déçu de voir que le contenu du texte final était finalement en deçà des promesses contenues dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants qui avait été adoptée en 2016 par l'ensemble des États aux Nations Unies. Dans certains domaines, il a même régressé en termes de protection des droits de l'homme en adoptant des normes inférieures à celles déjà en vigueur dans plusieurs États membres. Néanmoins, nous poursuivons notre travail avec les partenaires locaux et internationaux pour plaider en faveur du respect des droits universels des personnes migrantes et utiliser les mécanismes internationaux existants pour protéger et promouvoir ces droits.

## Mgr André de Witte

Né en Belgique, Mgr André de Witte a passé la majeure partie de sa vie au Brésil, où il a été consacré Évêque du diocèse de Ruy Barbosa en 1994. Depuis lors, il s'est exprimé à maintes reprises en dénonçant les attaques contre les défenseurs des droits de l'homme qui travaillent avec les communautés autochtones. Il a rejoint Franciscans International à Genève lors de la session d'octobre 2018 du Groupe de travail intergouvernemental sur les sociétés transnationales pour appeler à un meilleur accès à la justice et aux recours pour les communautés touchées par les activités des entreprises.

Mgr de Witte a été témoin de ces problèmes dans son propre diocèse lorsque ses 50 000 paroissiens, dispersés dans une région plus étendue que de nombreux pays européens réunis, ont vu leurs moyens de subsistance menacés par des projets miniers

de grande envergure. « Un petit agriculteur, qui ne possède pas la terre qu'il cultive, peut se réveiller un matin et trouver des petits piquets autour de sa maison lui indiquant qu'elle est maintenant revendiquée par une société minière. Cela n'arrive pas aux puissants », a précisé Mgr. de Witte.

De son point de vue, il est de la responsabilité de l'Église de jouer un rôle dans ce processus. « Nous devons participer à ces discussions parce que notre travail repose sur deux piliers : l'un est constitué par la catéchèse, mais nous devons également nous efforcer de créer une société juste et égale au service de la vie. En fin de compte, ce traité n'est en aucun cas dirigé contre l'économie ni contre les sociétés transnationales. Il est au service de la vie des victimes – il est au service de nous tous ».



# Regional Programs

## / Programme pour l'Afrique /

L'engagement de Franciscans International en Afrique, conformément à ses priorités thématiques, a principalement porté sur des questions liées à l'état de droit, aux droits environnementaux, à l'extrême pauvreté et à la protection des droits des femmes et des enfants.

### République Démocratique du Congo

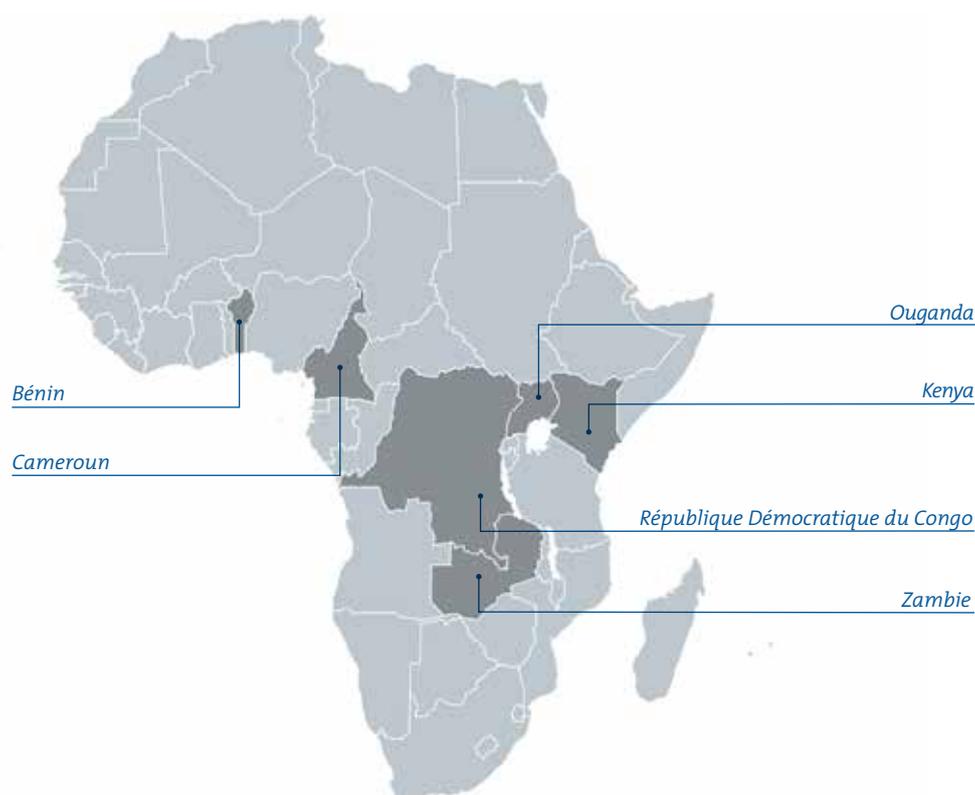
L'Église catholique a joué un rôle central en facilitant un dialogue politique en République Démocratique du Congo (RDC) lorsque des manifestations de masse ont éclaté en septembre 2016 après l'annonce du report des élections présidentielles prévues. L'accord du Nouvel An, négocié par la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), a prorogé d'un an le mandat du Président Joseph Kabila, jusqu'en décembre 2017, à condition que des élections soient préparées pendant cette période. Toutefois, les élections prévues n'ont pas eu lieu, ce qui a exacerbé les tensions.

Tout au long de 2018, Franciscans International a fait part de ses préoccupations concernant la situation politique en RDC et a plaidé pour la pleine mise en œuvre de l'accord. Au cours des sessions de juin et septembre du Conseil des droits de l'homme, nous avons accueilli des membres de la CENCO pour souligner l'importance d'élections libres, régulières et transparentes et pour dénoncer les actes répétés d'emploi excessif de la force de la part du gouvernement ainsi que d'autres restrictions imposées aux libertés d'association, d'expression et de réunion pacifique. Lors d'une conférence à la session de septembre du Conseil, l'abbé Donatien Nshole, Secrétaire général de la CENCO, a également souligné la nécessité de s'attaquer aux problèmes



© Franciscans International  
Sœur Nathalie Kangaji se prépare à faire une déclaration orale à la session de juin 2018 du Conseil des droits de l'homme

### Pays cibles



« Il était particulièrement important que notre gouvernement soit conscient de notre présence lors de la discussion sur la résolution concernant la RDC au Conseil des droits de l'homme ».

Sœur Nathalie Kangaji, SND  
Commission pour la justice et la paix  
CENCO



© Franciscans International  
Consultations avec la délégation de  
Franciscans International en Zambie

systémiques pour assurer un processus crédible, face à la méfiance générale à l'égard des dispositifs de vote électronique et des listes électorales.

Bien que les élections présidentielles aient finalement eu lieu le 30 décembre 2018, nous restons préoccupés par les nombreuses informations reçues faisant état d'irrégularités et de privations du droit de vote. Franciscans International poursuivra son étroite coopération avec la CENCO et d'autres partenaires sur le terrain sur le grand nombre de questions relatives aux droits de l'homme qui continuent de miner la RDC.

### Kenya

En octobre 2018, Franciscans International a organisé un atelier à Nairobi de sensibiliser 25 représentants de la Famille franciscaine, des partenaires de la société civile et des représentants de Mukuru, l'un des plus grands bidonvilles, aux liens entre les droits de l'homme et le développement.

Les participants ont eu l'occasion d'échanger leurs points de vue avec plusieurs experts de la Commission nationale des droits de l'homme du Kenya et d'autres organisations de la société civile qui travaillent sur cette question aux niveaux national et international. L'atelier a exploré la manière dont le processus de mise en œuvre du respect des ODD (Objectifs de développement durable) est mené au Kenya ainsi que les moyens d'impliquer les parties prenantes concernées.

Par la suite, les participants ont indiqué que l'atelier leur avait permis de se familiariser avec le système international de protection des droits de l'homme ainsi que ses mécanismes et normes existantes, ce qui leur avait permis de mieux les utiliser lorsqu'ils portaient des cas du terrain à l'attention des Nations Unies.

### Zambie

Le Gouvernement zambien a accepté la majorité des recommandations reçues lors de son troisième Examen périodique universel (EPU) en mars 2018, y compris certaines de celles qui concernaient la protection des droits de l'homme et de l'environnement en relation avec les activités des industries extractives. Toutefois, le processus de l'EPU ne se termine pas à Genève : il est essentiel que les autorités se concertent avec d'autres parties prenantes pour assurer le suivi des recommandations et œuvrer à leur mise en œuvre effective.

En avril 2018, Franciscans International a effectué une mission de suivi en Zambie où, en collaboration avec des partenaires locaux, notre structure a organisé une série d'activités pour s'assurer que les parties prenantes sont bien conscientes des engagements pris par leur gouvernement, en particulier dans le domaine des ressources naturelles et des industries extractives. Les délégués de Franciscans International ont rencontré des représentants de la société civile, mais ont également facilité un dialogue avec les autorités locales et nationales et souligné le rôle crucial de la société civile dans le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'EPU.

La présence de Franciscans International a donné aux partenaires locaux l'occasion d'informer leurs communautés de leurs droits et de rappeler aux responsables locaux leurs obligations de les protéger. Une réunion avec les communautés locales a permis de mettre en évidence la nécessité d'un engagement accru avec les personnes qui seront principalement touchées par l'exploration et l'exploitation pétrolières, ce qui constituera la base de notre engagement futur dans ce pays.





© Franciscans International  
Frère Auguste Agouknpé lors d'une rencontre avec l'Expert indépendant sur  
l'albinisme au bureau de Genève de Franciscans International

## *Frère Auguste Agouknpé, OFM Cap*

Au Bénin, l'infanticide rituel d'enfants accusés de sorcellerie est un phénomène encore présent dans certaines communautés. « Lors du premier EPU du Bénin en 2008, deux États ont formulé des recommandations sur la question, tandis qu'en 2012, 14 États l'avaient soulevée. Cela a contribué à mettre en lumière sur travail que nous effectuons », a déclaré Frère Auguste, OFM Cap, de Franciscains-Bénin qui a rejoint Franciscans International à Genève pour attirer à nouveau l'attention sur cette question lors de l'adoption de l'EPU 2018 au Bénin. Cet frère lutte contre l'infanticide rituel depuis près d'une décennie.

Bien que l'Assemblée nationale ait adopté un nouveau Code pénal en juin 2018 qui incorpore des dispositions du Code de l'enfant concernant l'infanticide rituel, une action plus forte est nécessaire pour mettre fin à cette pratique. Franciscains-Bénin a élaboré un plan stratégique qui comporte non seulement des campagnes de sensibilisation et la diffusion des nouvelles dispositions du Code de l'enfance, mais qui met également l'accent sur le travail social, en assurant l'éducation des filles et des enfants abandonnés.

« En tant que franciscain, cette œuvre est essentielle parce que saint François était la voix de ceux qui n'en avaient pas. C'est pour cela que, automatiquement, les franciscains prendront la défense de tout homme, femme ou enfant dont les droits sont bafoués, de façon à leur apporter une protection », dit Frère Auguste. « Je considère que je ne fais qu'accomplir ma mission ».



## / Programme pour les Amériques /

Tout au long de l'année, le Programme portant sur les Amériques a poursuivi ses travaux sur les populations à risque, en mettant l'accent sur les migrants, les réfugiés, les peuples autochtones et les communautés touchées par les industries extractives et la dégradation de l'environnement.

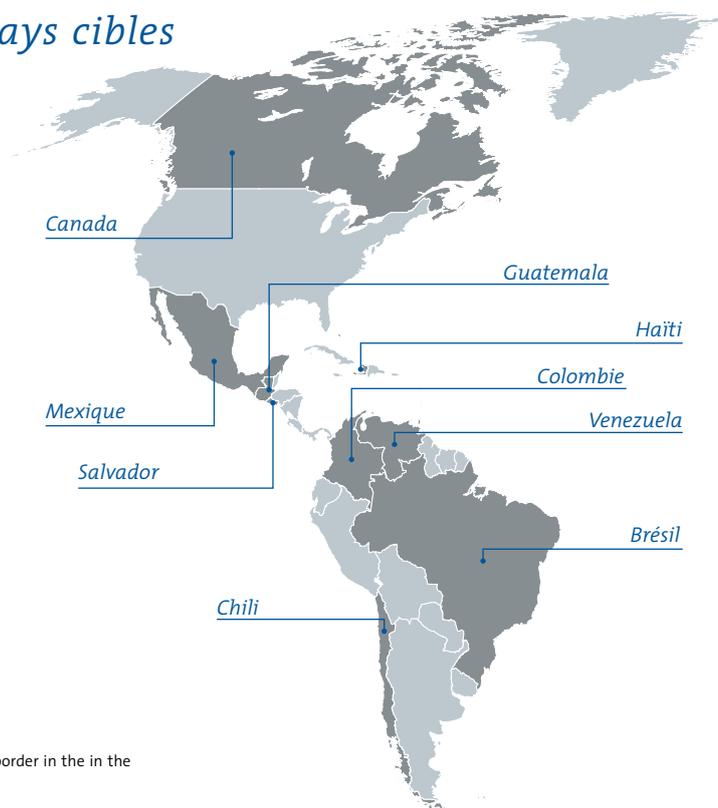
### Mexique

En 2018, quatre vagues de migrants – provenant principalement du Honduras, du Salvador et du Guatemala – ont attiré l'attention de la communauté internationale sur la situation des droits de l'homme en Amérique centrale. Le Mexique a été le principal pays traversé par les migrants qui tentaient de se rendre aux États-Unis. Cependant, la violence causée par la guerre contre la drogue a rendu ce voyage de plus en plus dangereux. Les cas de discrimination, de violence ou de disparition de migrants du fait des cartels ou de l'armée, ainsi que des violations du droit d'asile ont été documentés tout au long de l'année 2018. Entre-temps, les États-Unis ont réagi en adoptant des mesures politiques plus agressives, dont des expulsions massives, la séparation de familles et la suspension des programmes de migration.

Franciscans International a travaillé en étroite collaboration avec des refuges franciscains tels que La 72 Hogar Refugio Para Personas Migrantes (La 72) à Tenosique, qui fournit un soutien juridique, médical et psychologique aux migrants et aux réfugiés. Le Directeur de La72, Ramón Marquez, a assisté à la 38e session du Conseil des droits de l'homme, où il a témoigné des risques auxquels sont exposés les migrants et les demandeurs d'asile, en particulier les femmes et les enfants, ainsi que des violations des droits de l'homme auxquelles ils sont confrontés lors de leur expulsion et de leur détention.

Pour contribuer à renforcer la collaboration régionale, Franciscans International a organisé un atelier sur les migrations en novembre 2018 qui a réuni la Famille franciscaine du Brésil, du Guatemala, du Salvador, du Mexique et du Paraguay. Dans leurs conclusions, les participants ont appelé à une approche régionale et sous-régionale plus globale pour aborder la question des migrations et ont réitéré l'appel lancé par le Pape François à protéger, accueillir, promouvoir et intégrer les migrants.

### Pays cibles



## Salvador

Les pratiques minières incontrôlées ont eu un impact dévastateur sur l'environnement au Salvador, laissant plus de 90% de ses eaux de surface fortement polluées. Suite à travail de plaidoyer porté depuis près de 13 ans par divers mouvements populaires – y compris la Famille franciscaine – l'Assemblée législative nationale a adopté une loi historique en 2017 qui interdit l'exploitation minière des métaux dans le pays. Cependant, l'impact des années d'inaction se fait encore profondément ressentir.



© Franciscans International  
Ulises Quero, Coordonnateur du Programme  
pour les Amériques, en compagnie de  
Sandra Carolina Ascencio, lors d'une visite  
au Salvador

En juillet 2018, Franciscans International a présenté une prise de position à l'ONU à New York lors du Forum politique de haut niveau qui mettait l'accent sur la situation au Salvador. Le document a permis d'examiner le droit à l'eau dans différents contextes, dont les questions liées aux eaux transfrontalières, à l'exploitation minière et à la prévention et la gestion des catastrophes naturelles par rapport aux objectifs fixés en matière de développement durable.

Franciscans International a également accueilli Sandra Carolina Ascencio du JPIC – El Salvador à Genève et à New York. Prenant la parole à diverses tribunes, elle a fait part des problèmes liés aux industries extractives et des risques potentiels associés à la proposition du Salvador de privatiser la gestion de l'eau. Elle a également souligné les problèmes découlant de l'absence d'accords internationaux entre le Salvador et ses voisins pour la conservation et la gestion des ressources en eau transfrontalières.

## L'Examen périodique universel

Dans le cadre de l'Examen Périodique Universel (EPU), la situation des droits de l'homme dans chacun des 193 États membres de l'ONU est examinée tous les cinq ans. Ces évaluations sont fondées sur un rapport national établi par l'État, une compilation des informations de l'ONU par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et un résumé des informations reçues de la société civile.

Nous soutenons les franciscains et la société civile au niveau national pour qu'ils s'engagent dans l'EPU et assurent un suivi efficace des recommandations acceptées par l'État examiné. En 2018, nous avons travaillé sur les évaluations de six pays, dont trois dans les Amériques.

Franciscans International a facilité la participation de trois partenaires canadiens sur le terrain qui travaillent sur des questions liées à l'eau et au trafic d'êtres humains. En collaboration avec notre programme de plaidoyer au niveau global, l'une des invitées était Sandra Pilar Sanchez du Service intercommunautaire d'Animation Franciscaine (SIAF) qui plus tard s'est jointe à nous à New York à l'occasion d'une discussion connexe sur le droit à l'eau dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD). Franciscans International a également accueilli Jill Hanley du Comité d'Action contre la Traite Humaine Interne et Internationale (CATHII) pour aborder la question du trafic d'êtres humains.

Margarita Bautista, de la Famille franciscaine colombienne, s'est jointe à Franciscans International à Genève pour une présentation mettant en lumière les principaux enjeux de l'EPU du pays. Elle a parlé des menaces et du harcèlement que subissent les défenseuses des droits humains de l'environnement, de l'exploitation minière et des consultations populaires, en particulier dans la région minière de La Colosa en Colombie.

Enfin, nous avons également soumis un rapport d'EPU avant l'étude de la situation du Chili en janvier 2019, avec l'Oficina de Justicia Paz e Integridad de la Creación de los Hermanos Franciscanos de Chile, pour répondre aux préoccupations liées à l'accès et à la rareté de l'eau en raison des activités des entreprises, en particulier les sociétés minières dans le nord du pays, les plantations de pins et d'eucalyptus, et les entreprises fruitières.

*« Les États sont soucieux de leur image internationale lorsqu'ils se trouvent avec leurs partenaires de coopération au développement, aux Nations Unies ; c'est donc un bon moment pour faire du plaidoyer et de leur demander d'améliorer et de modifier leurs décisions et politiques publiques ».*

Sandra Carolina Ascencio  
JPIC – El Salvador



© Franciscans International  
 Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays lors du lancement de la version espagnole de la boîte à outils au Conseil des droits de l'homme

## Boîte à outils en espagnol

Franciscans International souhaite aider la société civile à promouvoir une approche intégrée et cohérente du développement durable, de l'élimination de la pauvreté et de la justice environnementale fondée sur les droits de l'homme. Afin de renforcer ses capacités, nous avons mis au point une boîte à outils qui :

- Souligne que les violations des droits de l'homme peuvent nuire ou entraver la mise en œuvre des ODD et rendre les populations plus vulnérables au changement climatique ;
- Crée des ponts entre les droits de l'homme, le développement durable et le changement climatique aux niveaux national et international afin de mieux informer les différents mécanismes chargés de l'examen de la situation ; et

- Aide les personnes à tirer pleinement parti des mécanismes existants et contribue à promouvoir une approche intégrée qui respecte et protège les droits de l'homme.

En 2018, nous avons publié une version espagnole de la Boîte à outils, qui a servi de base à un atelier au Salvador, où une trentaine de participants ont été formés à l'utilisation des différents mécanismes des Nations Unies pour renforcer le lien entre les politiques nationales et internationales et le respect effectif des droits de l'homme. La boîte à outils est disponible sur notre site Web en anglais, français et espagnol.



## / Programme pour l'Asie-Pacifique /

Au cours de l'année écoulée, Franciscans International a continué de développer ses relations déjà établies de longue date en Asie-Pacifique et a apporté une réaction aux crises émergentes en matière de droits de l'homme. Conformément à nos priorités thématiques, les principales questions abordées comprennent les exécutions extrajudiciaires, la justice transitionnelle, les droits des peuples autochtones, les droits des migrants et des réfugiés et les droits des communautés touchées par les industries extractives.

### Indonésie

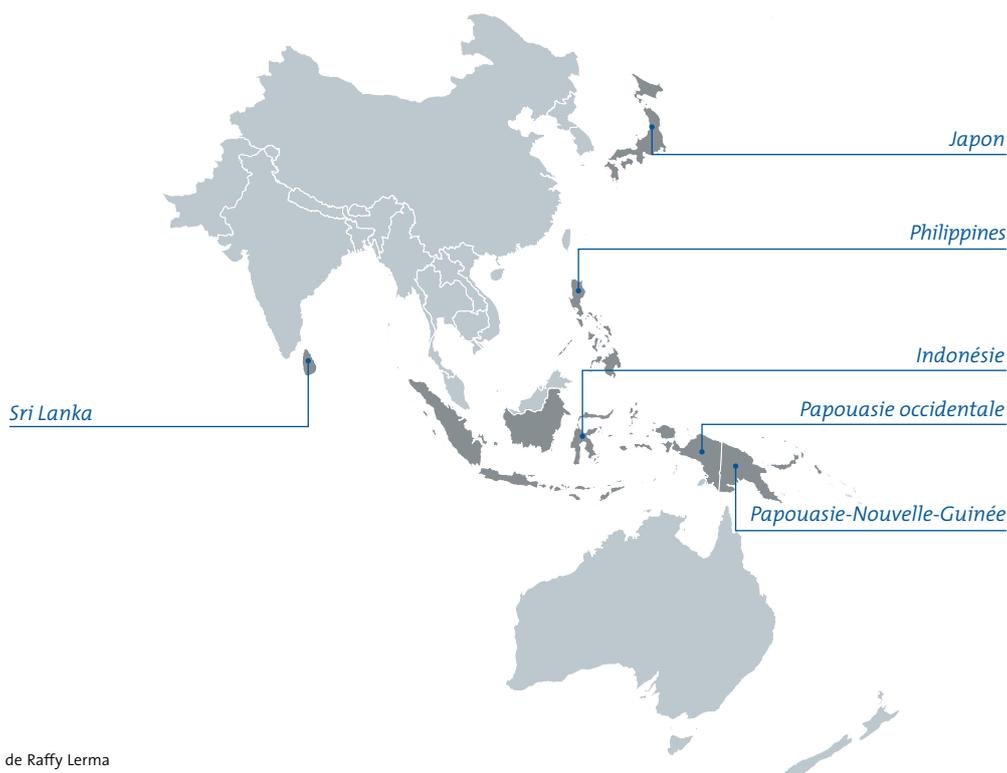
Franciscans International peut se prévaloir de racines profondes dans les provinces de Papouasie et de Papouasie occidentale. Les tensions sur le statut spécial d'autonomie de ces dernières, certaines informations faisant état de violences de la part d'acteurs étatiques et non étatiques, l'accès limité de la communauté internationale ainsi que les évolutions démographiques menaçant les populations autochtones continuent de constituer des sources de préoccupation. Bien que le gouvernement indonésien ait indiqué à maintes reprises qu'il était disposé à affronter ces problèmes, les principaux projets visant à une amélioration se retrouvent suspendus à l'approche des élections législatives d'avril 2019. Néanmoins, nous continuons de travailler pour faciliter le dialogue entre les églises, la société civile et les différents échelons du gouvernement. Nous avons particulièrement relevé la visite du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation en Indonésie, car cette occasion lui a permis de discuter de la situation en Papouasie occidentale avec le Président indonésien, un prélude significatif vers une coopération renouvelée avec le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU.

La société civile indonésienne a également contacté Franciscans International pour soulever diverses questions liées aux plantations d'huile de palme à grande échelle. Au cours de la 38<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme, nous avons fait une déclaration appelant à un moratoire sur les permis de plantation d'huile de palme et pour une meilleure protection du droit à la terre des peuples autochtones ainsi que des droits des travailleurs dans les plantations.



© Franciscans International  
Participants lors d'une formation aux Philippines

### Pays cibles



*« Nous reconnaissons nos points communs. La Terre est notre foyer commun, c'est pourquoi nous avons tous la responsabilité commune de la protéger et de la défendre contre les abus et la destruction. Nous avons un patrimoine commun du fait que nous appartenons tous à l'humanité. Nous avons des valeurs, des objectifs et des priorités en commun. »*

Phrase d'ouverture de la Déclaration de Semarang lors de la Réunion Asie-Pacifique sur les Droits de l'Homme et les industries extractives 2018

Enfin, en collaboration avec d'autres organisations catholiques, Franciscans International a organisé une consultation pour discuter de la traite des travailleurs migrants dans la province orientale de Nusa Tenggara. Au cours de cette réunion, les participants ont pu échanger des informations et élaborer des stratégies de plaidoyer international.

### *Philippines*

Depuis 2016, environ 30 000 personnes ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires dans la « guerre contre la drogue » menée par le gouvernement, principalement parmi les plus pauvres. Les condamnations publiques de ce massacre par la société civile des Philippines ont conduit à des actions de plus en plus hostiles à leur égard, dont des attaques répétées contre les défenseurs des droits de l'homme, les dirigeants religieux, les journalistes et les peuples autochtones.

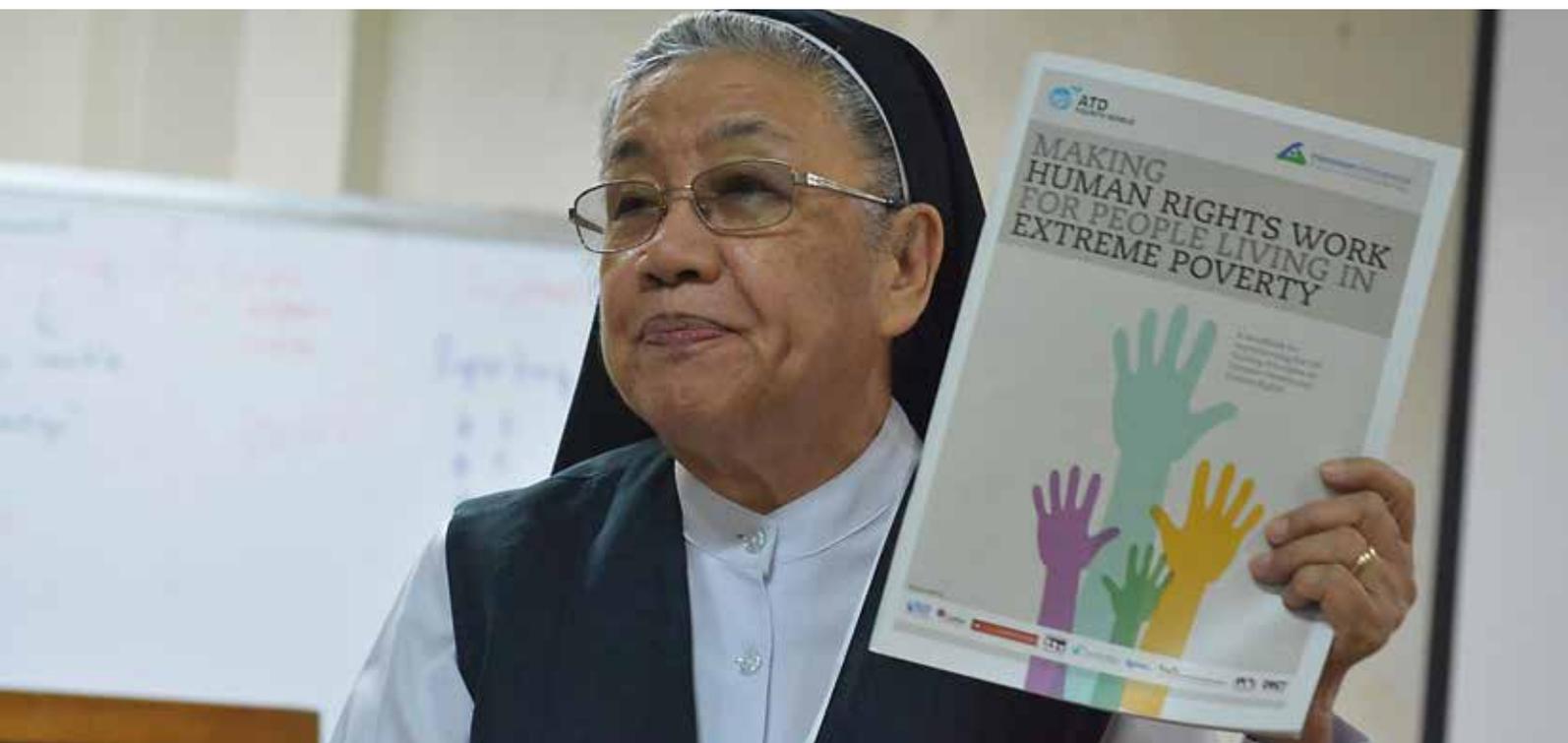
Suivant une longue tradition, les églises philippines ont dénoncé ces exécutions et ont offert un sanctuaire aux témoins, aux victimes et à leurs familles. Tout au long de l'année, Franciscans International a aidé des frères et sœurs locaux à assister à des réunions clés à Genève et à Rome pour mobiliser à la fois les parties prenantes de l'ONU et le réseau de l'Église catholique afin de prendre des mesures contre les violations en cours aux Philippines. En mai 2018, nous avons également organisé une formation conjointe avec le Mouvement franciscain de solidarité. Cette réunion a ainsi fourni une occasion précieuse à nos partenaires de se rassembler et de coordonner des actions conjointes au profit des communautés marginalisées qu'ils représentent.

### *Sri Lanka*

Tout au long de l'année 2018, la situation politique au Sri Lanka est demeurée extrêmement fragile. En octobre, la dissolution du gouvernement d'unité nationale de 2015 et la nomination de l'ancien président Mahinda Rajapaksa au poste de Premier ministre ont déclenché une crise constitutionnelle qui a paralysé le gouvernement pendant des mois. Entre-temps, malgré des engagements répétés, les autorités ont tardé à mettre en place des mécanismes de justice transitionnelle pour rendre compte des violations des droits de l'homme commises pendant la guerre civile au Sri Lanka.

En réponse à cette crise constitutionnelle, Franciscans International a accueilli des représentants de la société civile sri-lankaise à Genève, où ils ont souligné le potentiel impact négatif de la situation sur le processus de justice transitionnelle. Ils ont souligné que la crise politique devait également être considérée comme une crise des droits de l'homme et se sont déclarés préoccupés par l'effet dissuasif que la situation pourrait exercer sur les défenseurs des droits de l'homme et les victimes, en particulier dans les provinces tamoules du nord et de l'est.

Une grande partie des efforts a porté sur la préparation de la 40e session du Conseil des droits de l'homme en mars 2019, le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme devant rendre compte de la mise en œuvre de la résolution 30/1 sur la justice transitionnelle au Sri Lanka. Franciscans International a souligné tout au long de l'année 2018 que, bien que des progrès d'importance mineure aient pu être constatés, une feuille de route claire et assortie d'un calendrier et un processus de suivi solide sont encore nécessaires pour continuer sur la voie de la paix et de la réconciliation.



© Franciscans International  
Sœur Crescencia Lucero, SFIC

## *In Memoriam : Sœur Cres*

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de sœur Crescencia Lucero, SFIC, le 15 mai 2019. À 77 ans, en tant que coordinatrice du JPIC de l'Association des Supérieurs majeurs des Philippines (AMRSP), elle était une militante des droits de l'homme renommée dans toute la région Asie-Pacifique.

Sœur Cres a commencé son travail en faveur des droits de l'homme sous le régime de Marcos dans les années 1970 et 1980 où, en tant que présidente du Groupe de travail des détenus des Philippines (TFDP), elle a contribué à documenter plus de 5 500 cas de torture, plus de 2 500 cas d'exécutions sommaires et plus de 750 disparitions forcées.

« Nous le devons à nous-mêmes ; nous le devons au Père Rudy Romano et à tous ceux qui ont été martyrisés pendant la période d'application de la loi martiale, et nous le devons aux générations futures de rester vigilants. Ne cédon pas à la complaisance, a-t-elle déclaré dans une interview de 2014.

Elle a travaillé en étroite collaboration avec Franciscans International dans les efforts qu'elle a menés pour lutter contre la crise actuelle des droits de l'homme aux Philippines. Sœur Cres a fréquemment assisté aux sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève, et plus récemment en septembre 2017 lorsqu'elle a parlé de l'incidence de la « guerre contre la drogue » sur le respect des droits de l'homme. Presque chaque année, Sœur Cres s'est également associée à Franciscans International pour organiser des ateliers de renforcement de capacités à l'intention de la société civile pour apporter des changements durables et positifs à la situation qui prévalait aux Philippines..

# Rapport financier 2018

Révisé par PricewaterhouseCoopers SA

CHF

## Revenus

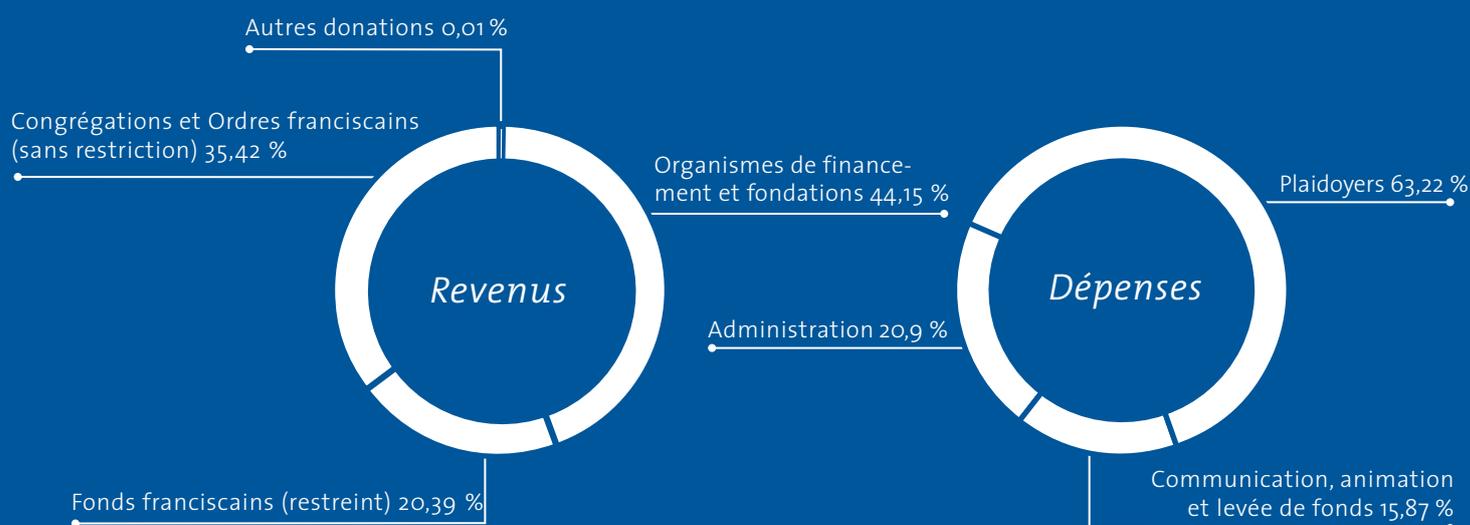
Ordres et Congrégations franciscains (sans restriction)	421'714
Fonds franciscains (restreints)	242'774
Organismes de financement et fondations	525'576
Autres dons	269
<i>Total</i>	1'190'333

## Dépenses

Plaidoyer	687'608
Communication, animation et collecte de fonds	172'645
Administration	227'329
<i>Total</i>	1'087'579

Total des produits et charges hors exploitation 21'652

*Résultat de l'exercice* 81103



## Aidez-nous à protéger les droits de l'homme

Sur le plan financier, Franciscans International dépend entièrement des dons des ordres et congrégations franciscains, des organismes et institutions de financement, des paroisses et des personnes sensibles aux valeurs franciscaines de solidarité, de paix, de justice sociale et de respect de l'environnement. Faites la différence avec votre don et aidez-nous à protéger les droits de l'homme.

### Suisse

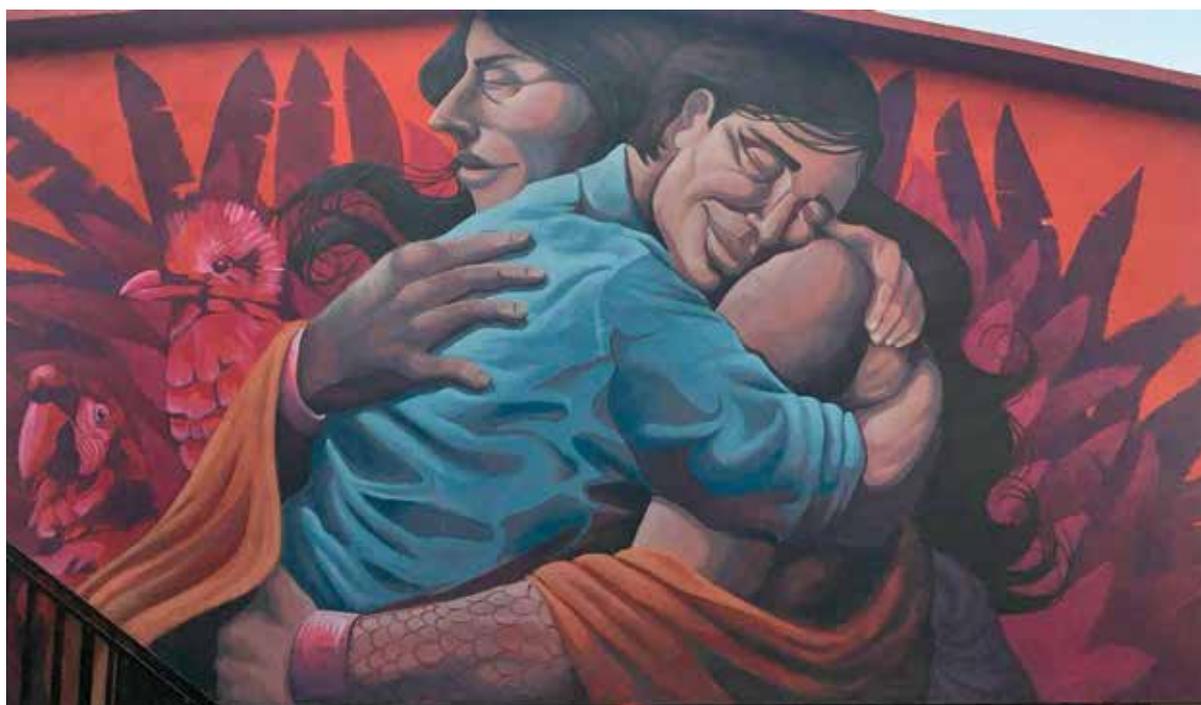
Pour effectuer un virement bancaire :

Nom du titulaire du compte : Franciscans International/ Adresse du titulaire du compte : Rue de Vermont 37-39, CH 1202 Genève/ Nom de la banque : UBS SA/ Adresse : Route de Florissant 59, CH 1206 Genève /SWIFT/BIC : UBSWCHZH80A/Compensation N° 240 /N° de compte CHF : 240-357384.01F/IBAN : CH69 0024 0240 3573 8401 F /N° de compte EUR : 240-357384.61W/IBAN : CH85 0024 0240 3573 8461 W

### États-Unis

Adressez votre chèque à l'ordre de : Franciscans International 246 East 46th Street #1F New York, NY 10017-2937 ÉTATS-UNIS

Franciscans International est une organisation à but non lucratif. Les dons sont déductibles des impôts en Suisse, aux États-Unis et en Allemagne. Pour plus d'informations sur la manière dont vous pouvez apporter un soutien à notre travail, merci de bien vouloir nous contacter à l'adresse mail suivante [director@fiop.org](mailto:director@fiop.org)



© Franciscans International  
Mural at the Franciscan La72 shelter in Mexico

## / Remerciements aux donateurs /

Franciscans International tient à exprimer sa sincère gratitude aux Ordres franciscains, aux Congrégations et à tous les donateurs individuels pour leur soutien à ce ministère commun. Nous adressons également notre reconnaissance aux organismes de financement suivants pour leur généreux financement en 2018 : Adoff (Pays-Bas), Brot für die Welt (Allemagne), Commune de Carouge (Suisse), Commune de Plan-les-Ouates (Suisse), Fastenopfer (Suisse), Franciscan Missions (États-Unis), Franziskaner Mission (Allemagne), Miseen Cara (Irlande), Misereor (Allemagne), Missionszentrale der Franziskaner (Allemagne), Rose Marie Khoo Foundation (Singapour), Trócaire (Irlande), Union That Nothing Be Lost (États-Unis).

## L'équipe de Franciscans International

*Markus Heinze, OFM*

Directeur exécutif

*Sandra Epal Ratjen*

Directrice du plaidoyer international/  
Directrice exécutive adjointe

*Ulises Quero*

Coordinateur du Programme pour les  
Amériques

*Enkeleda Papa*

Coordinatrice du Programme pour  
l'Afrique

*Budi Tjahjono*

Coordinateur du Programme Asie-  
Pacifique/Directeur adjoint de la  
défense des intérêts

*Lourdes Briones*

Chargée des finances

*Cédric Chatelanat*

Responsable de Projets

*Thomas Kleinveld*

Chargé de communication

*Marina El Khoury*

Représentante aux Nations Unies  
(New York)

*Cécile Stone*

Bénévole  
(Genève)

*Paolo Nicosia, SA*

Bénévole  
(New York)

## Conseil d'administration internationale

*Joseph Rozansky, OFM*

Représentant de l'Ordre des Frères  
mineurs (Président)

*Joseph Blay, OFMConv.*

Représentant de l'Ordre des Frères  
mineurs conventuels

*James Donegan, OFMCap.*

Représentant de l'Ordre des Frères  
mineurs Capucins

*Kevin Queally, TOR*

Représentant du Troisième Ordre  
régulier de Saint François  
(Vice-Président)

*Clark Berge, SSF*

Représentant de la Société de Saint  
François (Secrétaire)

*Carla Casadei, SFP*

Représentante de la Conférence  
franciscaine internationale des Sœurs et  
Frères du Troisième Ordre régulier de Saint  
François (Trésorière)

*Ruth Marcus, OFS*

Représentante de l'Ordre franciscain  
séculier

*Markus Heinze, OFM*

Directeur exécutif de Franciscans  
International



## *Notre vision*

Une communauté mondiale où la dignité de chacun est respectée, les ressources partagées équitablement, l'environnement protégé, et où les nations et les peuples vivent en paix.

## *Notre mission*

En adoptant une approche basée sur les droits de l'homme, Franciscans International plaide aux Nations Unies pour la protection de la dignité humaine et de la justice environnementale.



**Franciscans International**  
A voice at the United Nations

*Genève:*

37-39 rue de Vermont, P.O. Box 104, CH-1211 Genève 20, Suisse,  
T +41 22 779 40 10, F +41 22 779 40 12, [geneva@fiop.org](mailto:geneva@fiop.org)

*New York:*

246 East 46th Street 1, New York, NY 10017-2937, États-Unis,  
T: +1 917 675 1075, [newyork@fiop.org](mailto:newyork@fiop.org)

[www.franciscansinternational.org](http://www.franciscansinternational.org)



Linked 